

que le point terminus du chemin de fer soit déclaré port franc, lors de son achèvement. Qu'entend-on par là?

Il est incontestable que les producteurs de blé de l'Alberta et de la Saskatchewan sont plus éloignés des marchés du monde que ceux de tout autre pays exportateur de cette céréale. Les frais sont énormes, comme aussi le coût d'importation des machines lourdes nécessaires à cette production dans ces deux provinces. On aura beau fonder de nouveaux partis, parler de socialisme ou de crédit social, intéresser la population à la formation de nouveaux groupes politiques, on ne saurait éliminer ni cette grande distance ni les frais élevés d'exploitation. Que faire?

Je sais qu'à faible distance d'ici on dépense une somme fabuleuse pour le transport du blé de l'Ouest. On sait que des centaines de millions de dollars ont été engagés dans la route des Grands lacs, que des centaines de millions ont été affectés à la construction de chemins de fer pour le transport du blé jusqu'aux ports océaniques en hiver. Je ne veux pas la ruine de ces entreprises. Nous savons maintenant que nous ne pouvons pas parler de libre-échange. A l'époque où nous parlions de libre-échange, nous ignorions que certains pays de l'Europe désorganiserait l'univers par deux guerres coûteuses et terribles, et qui ne permettraient plus à aucun gouvernement du monde libre de se reposer sur les idées qu'il entretenait. Afin de rassurer l'importateur et l'exportateur de l'Ouest, qu'on ne dérange donc pas ces entreprises. Leur enjeu est tellement considérable qu'il en vaut mieux ainsi.

Je ne suis pas un de ces hommes de l'Ouest qui ressentent ou expriment quelque antagonisme à l'égard des gens de l'Est. Nous sommes au Canada. Si l'on veut bien me permettre cette digression, j'aimerais rappeler que j'ai toujours prêché qu'on peut avoir du blé à deux dollars, du bétail qui se vend \$300 par tête, des porcs à \$40 et du beurre à 80c. la livre, mais qu'il ne peut y avoir de prospérité durable à moins de former une union fondée sur l'entente mutuelle entre toutes les régions de notre vaste pays.

A tout homme dénué de préjugés et qui veut bien m'écouter, je tiens à rappeler que nous avons toujours un chemin de fer conduisant à la baie d'Hudson. La possibilité de garder la navigation ouverte pendant plusieurs mois dans la baie d'Hudson a été prouvée. Cela est surtout vrai depuis que le radar permet de découvrir les banquises et autres obstacles aux navires. Le port de Churchill est à des centaines de milles plus près du marché européen que ceux du rivage de l'Atlantique. Le cultivateur de l'Ouest se trouve ainsi rapproché de huit cents ou neuf

[M. Dechêne.]

cents milles des marchés mondiaux. Cette route septentrionale, qui passe par des régions froides, permet de livrer le bétail en excellente condition au vieux continent. L'expédition par cette voie coûte beaucoup moins cher. Je soutiens, monsieur l'Orateur, que les taux d'assurance ont été maintenus à un niveau élevé par des capitalistes intéressés de Port-Arthur et Fort-William. Le Gouvernement pourrait facilement s'assurer que le tarif d'expédition par la route de la baie d'Hudson est équitable et peut concurrencer celui de cette autre route. Par voie du port franc dont j'ai parlé, on pourrait exporter des millions de boisseaux de blé vers l'Europe et importer de Grande-Bretagne des denrées dont les cultivateurs de l'Ouest ont besoin.

M. Wylie: Quelle honte pour les libéraux!

M. Dechêne: Si le député veut que je lui dise quelque chose, qu'il m'interrompe une autre fois seulement et je lui raconterai une histoire dont il se souviendra longtemps. Je parle trop sérieusement pour permettre des interruptions. Sans doute je sais que les créditistes sont devenus partie constituante du parti tory. Je le sais maintenant et on ne saurait plus le nier. Ces personnes sont devenues ce que M. Arthur Meighen aurait appelé l'annexe dilapidée du parti tory.

M. Wylie: Je préfère cela au communisme, en tout cas.

M. Dechêne: Je puis dire à mon ami que maintenant qu'il est reconnu comme tory, il recevra beaucoup moins de votes en Alberta qu'il n'en a reçu lorsqu'il s'est présenté sous de faux prétextes et en dissimulant son étiquette jusqu'à ce qu'elle fût apparemment devenue plus populaire.

Je parle sérieusement. J'ai vécu en Alberta depuis plus d'un demi-siècle, soit près de soixante ans. Je connais bien le problème. Ni les théories, ni les prêcherries ne réduiront la distance entre le cultivateur de l'Alberta et les marchés mondiaux. Il faut, pour ce faire, utiliser la route plus courte qui passe par Churchill. Nous devrions pouvoir importer dans notre grande plaine de l'Ouest, par le port de Churchill, sans avoir à payer tribut à personne, les articles dont nous avons besoin de la Grande-Bretagne, de la France et des autres pays. De cette façon l'économie de l'Ouest canadien restera forte et n'aura pas besoin de l'aide des autres parties du pays.

M. Wylie: Changez le gouvernement libéral.

M. Dechêne: Monsieur l'Orateur, j'ai écouté ici, depuis un mois, quelques-uns des propos les plus piétres que j'aie jamais entendus,